



**CBD**



## **Convention sur la diversité biologique**

Distr.  
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/2  
30 mai 2014

FRANÇAIS  
ORIGINAL; ANGLAIS

---

### **CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES**

Septième réunion

Pyeongchang, République de Corée, 29 septembre - 3 octobre 2014

Point 4 de l'ordre du jour provisoire\*

#### **RAPPORT DU COMITÉ CHARGÉ DU RESPECT DES OBLIGATIONS AUX TERMES DU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES SUR LES TRAVAUX DE SES DIXIÈME ET ONZIÈME RÉUNIONS**

1. Le Comité chargé du respect des obligations s'est réuni à deux reprises pendant la période intersessions suivant la septième réunion des Parties au Protocole, dans les bureaux du Secrétariat à Montréal. La première rencontre, sa dixième réunion, a eu lieu du 29 au 31 mai 2013, et la seconde, pour sa onzième réunion, s'est déroulée du 28 au 30 mai 2014. Ce document présente un rapport récapitulatif des échanges et des conclusions de ces deux réunions.
2. Le Comité, à sa dixième réunion, a examiné entre autres les conclusions de la sixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques et leur lien avec le respect des obligations et le Comité chargé du respect des obligations. Il s'est également penché sur la base des deuxièmes rapports nationaux, plus particulièrement les questions prioritaires cernées par les Parties au Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques à leur sixième réunion. Il a étudié les principaux problèmes liés au respect des obligations, notamment en ce qui concerne a) l'introduction de mesures légales, administratives et autres mesures nécessaires à l'application du Protocole, b) la mise à disposition de l'information au Centre d'échanges sur la prévention des risques biotechnologiques comme l'exigent de nombreuses dispositions du Protocole et c) la sensibilisation, l'éducation et la participation du public. Le Comité a fait consensus sur diverses mesures et échéanciers pour les suivis auprès des Parties qui n'ont pas encore respecté leurs obligations de remise des rapports nationaux et la mise en place des mesures légales et administratives nécessaires au respect de leurs obligations aux termes du Protocole.
3. Le Comité a pris connaissance de l'invitation de la Conférence des Parties au Fonds pour l'environnement mondial (FEM) lancée au paragraphe 2 n) 8) de l'annexe II à la décision XI/5, d'envisager de soutenir les activités recommandées par le Comité chargé du respect des obligations afin d'aider les Parties admissibles à respecter leurs obligations aux termes du Protocole. Le Comité a discuté des activités particulières qui pourraient recevoir l'assistance du FEM dans un tel contexte et a recommandé la liste des activités jointe en annexe au présent document.

---

\* UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/1.

4. Le Comité, à sa onzième réunion, a examiné l'état du respect des obligations dans les cas présentés à sa réunion précédente, à partir du rapport du Secrétariat. Le Comité a aussi examiné l'uniformité de l'information fournie par les Parties dans leurs deuxièmes rapports nationaux et l'information mise à la disposition du centre d'échanges sur la prévention des risques biotechnologies par ces mêmes Parties. Il a constaté que les Parties ont été très engagées au cours des trois années entre la remise des rapports nationaux et l'examen de l'information réalisée pour la réunion. Il a pris note de certains facteurs qui ont pu contribuer aux contradictions repérées. Le Comité a chargé le Secrétariat de poursuivre son suivi auprès des Parties afin d'éliminer les contradictions repérées, autorisant même la présidente à écrire aux Parties concernées, si nécessaire, afin de leur rappeler leur obligation de soumettre de l'information complète et conforme, comme l'exige le Protocole. Le Comité est convenu de plusieurs recommandations à cet égard, jointes en annexe.

5. Le Comité a examiné le modèle préparé par le Secrétariat pour la présentation des troisièmes rapports nationaux et offert plusieurs commentaires et suggestions pour l'améliorer. Il est aussi convenu de certaines recommandations, jointes en annexe, à proposer à la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties.

6. À l'issue de la onzième réunion, les membres du Comité ont communiqué par voie électronique afin d'échanger des points de vue sur la méthode proposée pour le troisième exercice d'évaluation et d'examen de l'efficacité du Protocole en vue de mettre au point le document d'évaluation (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/13) qui sera présenté à la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties, à sa septième réunion.

7. Le texte complet des rapports du Comité sur les travaux de ses dixième et onzième réunions, ainsi que les documents de travail des réunions, sont publiés sur le site Web du Secrétariat au;

- <http://www.cbd.int/doc/?meeting=BSCC-10>
- <http://www.cbd.int/doc/?meeting=BSCC-11>.

*Annexe*

**RECOMMANDATION DU COMITÉ CHARGÉ DU RESPECT DES OBLIGATIONS À LA  
CONFÉRENCE DES PARTIES SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU  
PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES  
BIOTECHNOLOGIQUES À SA SEPTIÈME RÉUNION\***

Le Comité chargé du respect des obligations recommande que la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, à sa septième réunion;

*Respect des obligations*

1. *Encourage* les Parties à remettre au centre d'échanges sur la prévention des risques biotechnologiques les documents réels contenant l'information exigée aux termes du Protocole et, lorsqu'elles proposent un lien à un site Web où sont publiés les documents, à s'assurer que le lien est à jour et fonctionnel, et que l'information y est facile d'accès ;
2. *Encourage* les Parties à veiller à ce que l'information qu'ils communiquent au centre d'échanges sur la prévention des risques biotechnologiques est à jour et conforme à l'information présentée dans les rapports nationaux ;
3. *Prie* les Parties et exhorte les autres gouvernements et les organisations internationales et régionales compétentes d'entreprendre ou de soutenir des programmes de renforcement des capacités pour aider les pays en développement à utiliser le centre d'échanges sur la prévention des risques biotechnologiques et à mettre en place les moyens de transmettre de l'information conforme, à jour et complète par l'entremise du centre d'échanges sur la prévention des risques biotechnologiques et dans leurs rapports nationaux ;
4. *Exhorte* les Parties à mettre en œuvre les exigences de l'article 23 du Protocole dans un mécanisme qui convient à leurs circonstances nationales, notamment à inclure l'intégration de la sensibilisation, l'éducation et la participation du public dans les a) SPANDB, b) un vaste cadre national de communication, d'éducation et de sensibilisation du public, ou c) les efforts pour mettre en œuvre le premier Objectif d'Aichi, en tenant compte des éléments pertinents du programme de travail sur la sensibilisation, l'éducation et la participation du public adopté dans les décisions BS-V/13 ;
5. *Encourage* les Parties à utiliser de manière efficace les outils, documents et mécanismes mis à disposition par le Secrétariat et autres, dont le forum en ligne et les réseaux régionaux en ligne créés par l'entremise du centre d'échanges sur la prévention des risques biotechnologiques, afin de partager de l'information, des expériences et des enseignements tirés de la mise en œuvre des obligations aux termes de l'article 23 du Protocole ;

*Suivi et remise de rapports*

6. *Exhorte* les Bahamas, la Barbade, le Belize, la Grèce, le Luxembourg, les îles Marshall, le Monténégro, le Nicaragua, le Pakistan et le Turkménistan à remettre immédiatement leurs rapports nationaux en respectant le modèle établi pour les deuxièmes rapports nationaux, et *prie* le bureau de communiquer avec ces Parties et d'effectuer un suivi de leur progrès ;
7. *Exhorte* les Parties à remettre leurs troisièmes rapports nationaux au moment prévu afin de donner suffisamment de temps pour analyser l'information qu'ils contiennent, une étape importante de l'évaluation du respect des obligations, de l'examen de mi-parcours du Plan stratégique et de l'achèvement du troisième exercice d'évaluation et d'examen de l'efficacité du Protocole ;

---

\* Conformément à la pratique adoptée lors des réunions précédentes de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole, les recommandations peuvent être soumises aux différents points à l'ordre du jour où leur examen serait à propos.

8. *Prie* le Secrétaire exécutif d'organiser des échanges en ligne, tels que des webinaires, et des ateliers régionaux sur les rapports nationaux, afin d'aider les Parties à comprendre le modèle de préparation du rapport, les raisons qui justifient les questions auxquelles elles doivent répondre et l'équipement technique nécessaire pour transmettre leurs troisièmes rapports nationaux par voie électronique;

*Mécanisme et ressources de financement*

9. *Prie* le Fonds pour l'environnement mondial de mettre les sommes nécessaires à disposition par l'entremise d'un fonds de mission destiné aux projets de petite envergure pour les Parties admissibles qui informent le Comité chargé du respect des obligations de leurs difficultés à respecter leurs obligations aux termes du Protocole en vertu du point 8 du paragraphe 2 n) de l'annexe II à la décision XI/5 de la Conférence des Parties, et plus particulièrement pour les activités suivantes;

a) La préparation des troisièmes rapports nationaux en vertu du Protocole, conformément au paragraphe 2 g) de la décision BS-VI/5;

b) La préparation, par les Parties qui ne l'ont pas encore fait, des premiers rapports nationaux en vertu du Protocole, conformément à la décision BS-V/14;

c) La mise à jour ou la mise au point et la mise en œuvre par les Parties de leurs cadres nationaux de prévention des risques biotechnologiques, conformément au paragraphe 2 h) de la décision BS-VI/5;

d) L'appui au recours aux services d'experts, choisis en consultation avec les Parties concernées, figurant sur la liste des experts en prévention des risques biotechnologiques, afin de réaliser les points a), b) et c) ci-dessus, si nécessaire;

10. *Encourage* le Fonds pour l'environnement mondial à faciliter l'accès aux fonds mis à la disposition des Parties admissibles pour leurs projets sur la prévention des risques biotechnologiques;

11. *Encourage* les agences d'exécution du Fonds pour l'environnement mondial, plus particulièrement le Programme des Nations Unies pour l'environnement, à consacrer les sommes nécessaires afin de soutenir les Parties admissibles dans le développement et la mise en œuvre des projets sur la prévention des risques biotechnologiques;

12. *Encourage* les Parties à coopérer au niveau régional afin d'obtenir le soutien financier du Fonds pour l'environnement mondial ;

13. *Exhorte* les Parties à resserrer leurs efforts afin d'améliorer leur accès au financement des projets sur la prévention des risques biotechnologiques, notamment en améliorant la coordination entre les correspondants nationaux de la prévention des risques biotechnologiques, la diversité biologique et le FEM, en collaborant à l'organisation d'ateliers régionaux visant à a) sensibiliser davantage à l'importance de respecter les obligations relatives à la prévention des risques biotechnologiques, b) repérer les capacités locales ou régionales disponibles et pouvant être utilisées et c) élaborer des projets qui ont de meilleures chances d'être approuvés;

*Mouvements transfrontières involontaires*

14. *Décide*, dans le contexte de l'objectif opérationnel 1.8 du Plan stratégique, de fournir une orientation sur ce qui constitue des mouvements transfrontières involontaires par opposition aux mouvements transfrontières illicites, et le suivi nécessaire dans le cas de ces mouvements transfrontières.